Appel unitaire : Marche unitaire le 23 septembre 2023 : pour la fin du racisme systémique, des violences policières pour la justice sociale et les libertés publiques

vendredi 11 août 2023, par Collectifs, comités, syndicats, associations, organisations politiques (Date de rédaction antérieure : 11 août 2023).

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

En première ligne des victimes de ces choix politiques, les habitant·es, et notamment les jeunes des quartiers populaires et des territoires ultramarins, qui subissent de plein fouet l'aggravation de toutes les inégalités sociales dans un contexte économique d'inflation, de hausse des loyers, des prix de l'énergie et de politiques d'urbanisme brutales. Les réformes de la Macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales. La scandaleuse réforme de l'assurance chômage en est un exemple significatif alors que la précarité au travail augmente.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que dans ce contexte global. Les habitant·es de ces quartiers, et notamment les mères isolées, pallient bien souvent seul·es les carences de services publics dont la destruction s'accélère de jour en jour.

A côté de cela, de nombreuses violences sont perpétrées contre les populations : délocalisation et destruction de l'emploi, évasion et fraude fiscale, mode de vie des ultras riches écocidaire, supers profits des multinationales, modes de production hypers polluants responsables de la crise climatique. Et pour cela, l'Etat laisse faire ! De plus, les populations racisées et/ ou issues des classes sociales défavorisées, des quartiers populaires, des zones rurales et périurbaines appauvries, des territoires ultramarins sont victimes de violences institutionnelles et systémiques, notamment policières.

La politique répressive de l'Etat est encore renforcée par le dernier remaniement ministériel, qui a élargi les compétences du ministère de l'Intérieur à la ville, l'Outre-mer et la citoyenneté. La répression s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleur-ses et leurs syndicats et à Sainte-Soline. La liberté associative, directement et indirectement, est de plus en plus mise en cause.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Des déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel aux déclarations du Directeur général de la police nationale et à celle du Préfet de police de Paris ainsi que le ministre de l'intérieur, c'est l'institution policière qui aujourd'hui remet en cause l'État de droit, plutôt que de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences policières.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques se mobilisent ensemble dans la durée pour la convergence des justices antiraciste, sociale et écologique, féministes et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave.

Nous ne pouvons accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé.es, victimes des violences policières.

Nous appelons à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.

Nous exigeons des réponses immédiates et dans l'urgence :

– abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;

– une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement

– le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;

– la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;

– Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.

Marchons toutes et tous ensemble le 23 septembre !

Premières organisations signataires :

Collectifs/comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières : Coordination pour la Défense des habitants des Quartiers Populaires, Coordination nationale contre les violences policières, Coordination nationale "Marche 40 ans", Collectif Justice pour Claude Jean-Pierre, Comité Justice pour Othmane, Collectif Justice et Vérité pour Yanis, Comité Justice pour Alassane, Collectif Stop Violences Policières à Saint-Denis, Comité vérité et justice pour Safyatou, Salif et Ilan, Mémoire en marche Marseille.

Organisations syndicales : CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, Fédération Syndicale Étudiante (FSE), Mouvement national lycéen (MNL), L'Union étudiante.

Associations et autres collectifs : Alternatiba, ANV-COP21, Attac France, Collectif National pour

les Droits des Femmes (CNDF), Coudes à Coudes, Dernière Rénovation, Droit Au Logement (DAL), FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), Fédération nationale de la LIbre Pensée, Femmes Egalité, Fondation Copernic, Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigré·es), Les Amis de la Terre France, La Révolution est en marche, Marche des Solidarités, Memorial 98, Planning familial, Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes (RAAR), Association Stop Aux Violences d'État, Alternatiba Paris, Association Intergénérationelle de la Rabière (AIR-37), Association Naya (37), Association Nouveaux Souffle pour l'Insertion Sociale et Professionnelle (ANSIP-37).

Organisations politiques : EELV Europe Ecologie Les Verts, ENSEMBLE Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Solidaire, LFI - La France insoumise, Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), Gauche démocratique et sociale (GDS), La Gauche Ecosocialiste, Génération.s, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti Ouvrier Indépendant (POI), Révolution Écologique pour le Vivant (REV), Vivre Ensemble Solidaires en Métropole Tourangelle (VESEMT-37).